



**Fédération
des Travailleurs
de la Métallurgie CGT**

Case 433 - 263, rue de Paris
93514 Montreuil cedex

<http://www.ftm-cgt.fr>

DPR/FSZ/GK/SB - 09/06/2015
Tel : 01.55.82.86.11
Fax: 01.55.82.86.53
E-mail: secretariat.general@ftm-cgt.fr

**COORDINATION CGT UGICT/CGT Renault Trucks
VNX0C6006 - Locaux Centraux - Avenue 3
69635 Vénissieux Cedex**

Tél : 04.72.96.60.90

Fax : 04.72.96.87.68

Montreuil, le 9 juin 2015

A l'attention de
Monsieur Emmanuel MACRON
Ministre de l'Economie et des Finances

Monsieur Jean-Jack QUEYRANNE
Président de la Région Rhône-Alpes

Monsieur Gérard COLOMB
Président de la Métropole de Lyon

Copie : Monsieur Manuel VALLS, Premier Ministre

Messieurs,

Nous avons pris acte des propos tenus par le Premier Ministre, M. VALLS, lors de sa présence à Lyon le 19 mai dernier, sur Renault Trucks.

Il a raison : ce plan est totalement injustifié et hypothèque sérieusement l'avenir de la seule entreprise de conception de fabrication de véhicules industriels en France.

Cela parait irréaliste, alors que la France est en pointe, et va accueillir la conférence sur le climat en fin d'année 2015. Le transport de biens, de marchandises et de personnes est un enjeu pour une amélioration sensible de la qualité de l'air et du climat, et donc de la santé des personnes, mais aussi pour le désengorgement des villes et la sécurité des individus.

Comme vous le savez, la Région Rhône-Alpes est la région pilote de par le pôle de compétitivité LUTB (**L**yon **U**rban **T**rucks & **B**us) et des financements nationaux, régionaux et locaux viennent aider les entreprises dans la recherche de solutions de transport à plus faible impact environnementaux.

Cela parait d'autant plus normal que les deux entreprises majeures dans le domaine sont présentes dans la région (Renault Trucks et Irisbus) et qu'elles structurent une bonne partie de la filière du véhicule industriel en France.

Or, les perspectives industrielles de Renault Trucks et d'Irisbus sont mises à mal par les restructurations actuelles et l'absence d'investissement dans les projets de motorisations alternatives.

Nous demandons que l'Etat, les Pouvoirs publics exigent des comptes, tant sur l'utilisation des subventions attribuées, que sur les engagements pris en matière d'emploi et de développement.

Cela paraît d'autant plus légitime que nous avons du mal à comprendre que des subventions de l'Etat français servent à financer des projets en Suède, via notamment la délocalisation de la recherche et le développement.

Nous vous rappelons également que c'est la majorité actuelle et son Gouvernement qui ont autorisé la vente des actions détenues par Renault dans AB Volvo.

A l'époque, Renault et ses actionnaires, dont l'Etat français en tant que 1^{er} actionnaires du groupe AB Volvo, pouvaient peser sur les décisions prises par ce dernier. C'est ce qui a permis de garantir le développement d'une gamme de véhicules permettant de répondre aux besoins de la population.

Depuis, c'est le fond de pension CEVIAN et quelques autres qui décident de l'avenir de Renault Trucks en regard de sa contribution ou pas au versement de dividendes. Le versement des dividendes en 2014 représentait 3 fois le niveau de résultat net du Groupe.

Diminuer de moitié le versement de dividendes pendant une période de 2 à 3 ans permettrait de surseoir à tout plan de restructuration !

Cette vue à court terme ne peut laisser l'Etat français indifférent et mérite une réflexion d'ensemble.

Nous avons toujours affirmés, nous CGT, que la séparation de Renault Trucks et Irisbus était une décision sans avenir et non conforme aux intérêts de la population et de la filière.

Il y a donc un intérêt à ce que l'Etat français et les régions, comme le font les länder allemands, reviennent à plus de réalisme dans le besoin de conforter l'emploi et les décisions de bon sens concernant l'avenir des générations.

Dernièrement ceux-ci ont mis en place un groupe de réflexion sur l'avenir du réseau routier en Allemagne et les solutions envisagées en matière de transport.

Ils le font avec l'ensemble des acteurs sociaux et préconisent des solutions impliquant tous les acteurs industriels tout en faisant participer la population. Rappelons que la France est le 1^{er} marché européen en matière de transport de personnes et 2^{ème} en matière de transport de biens et de marchandises par route

Vous l'avez compris, le nouveau plan de restructuration que connaît Renault Trucks nous inquiète vivement : les éléments contenus dans la présentation ne donnent aucune perspective de développement et interrogent nombre de salariés sur la pérennité de l'entreprise. De plus d'autres restructurations sont encore envisagées : Par exemple 40 % de l'activité du bureau d'études en France dès 2016 dépendent de décisions Suédoises qui pour l'instant, ne sont pas arrêtées ; De même, un plan d'externalisation massif des fonctions supports est à l'étude. Il pourrait toucher les activités informatiques des sites Lyonnais dès fin 2015.

Les organisations syndicales et le Cabinet qu'elles ont désigné contestent sur le fond comme sur la forme ce nouveau plan, alors même que l'entreprise n'a pas, à l'heure actuelle, évalué sérieusement les effets du plan antérieur et ne présente aucune perspective sérieuse pour les activités de RT en France à moyen terme.

Nous considérons que le plan ne prend pas en compte les propositions alternatives établies par les salariés et portées par les organisations syndicales.

Voilà les raisons qui nous amènent à demander une table ronde impliquant les dirigeants du groupe et particulièrement les décideurs, les Pouvoirs publics nationaux et locaux et les organisations de salariés le plus rapidement possible.

Vous trouverez, ci-joint, les propositions alternatives que nous proposons. Nous demandons à ce que l'actuel plan social soit suspendu tant que les solutions alternatives ne soient pas étudiées sérieusement. Nous demandons à ce que l'Etat et les pouvoirs publics prennent leurs responsabilités et agissent avant la disparition de la filière véhicule industrielle en France.

Dans cette attente,

Veillez croire, Messieurs, à l'assurance de nos sentiments distingués.

Pour la FTM-CGT



Frédéric SANCHEZ
Secrétaire Général

Pour la Coordination CGT
et UGICT-CGT Renault Trucks



Grégory KHIATI
Délégué Syndical Central